

Bronislaw Geremek

Anne Dulphy et Christine Manigand

Disparu le 13 juillet 2008, victime d'un accident de la route à l'âge de 76 ans, Bronislaw Geremek incarnait, en Pologne comme en Europe, le type même de l'intellectuel engagé, à la fois par son parcours d'historien médiéviste, par son rôle de membre fondateur du syndicat Solidarnosc, conseiller de Lech Walesa, et par ses fonctions de député et de ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2000. Depuis le 13 juin 2004, il siégeait au Parlement européen sans avoir réussi pourtant, en dépit de sa stature, à s'imposer à la présidence de cette institution. Erudit et engagé, homme de réflexion et d'action, ce Polonais « européen », à la fois historien et politique¹, charmait tous ses interlocuteurs, au-delà de son regard bleu vif et intense, par son côté brillant mais tellement simple. Pour autant, en dépit de sa notoriété, il ne faisait pas l'unanimité dans son pays et son opposition récente à la loi de lustration de février 2007 introduite par les frères Kaczynski en a porté témoignage.

Un intellectuel engagé

Il rechignait à évoquer son enfance, ses « déchirures ». Né le 6 mars 1932, issu d'une famille juive polonaise (un père originaire d'Odessa, enseignant, et une mère venue de Lublin), il passa, en effet, une partie de cette enfance enfermée dans le ghetto de Varsovie, d'où il parvint à s'échapper avec sa mère en 1943 grâce à un Polonais chrétien qui devint son beau-père, alors que son propre père succombait à Auschwitz. Adolescent, il milita dans des associations catholiques, tout en demeurant un laïque convaincu. Il évoqua souvent la difficulté ressentie à oublier cette enfance de la guerre, du ghetto, et vécut son entrée à l'université comme le début d'une véritable vie nouvelle. Evoquant l'année 1950 durant laquelle il entama ses études d'histoire à Varsovie, il a écrit : c'est « à ce moment-là que je suis entré en contact avec le marxisme et, si j'ai été alors séduit par ce système de pensée, c'est en partie, bien sûr, à cause du climat intellectuel et idéologique de l'époque, mais c'est aussi à cause de mes lectures, de mon histoire personnelle, du poids du passé ² ». Il rejoignit alors les rangs du POUP (Parti ouvrier unifié polonais) – sans y militer vraiment – qu'il ne quitta qu'en 1968, après l'invasion de la Tchécoslovaquie à laquelle participa la Pologne dont les autorités déclenchèrent alors une violente campagne antisémite. Il ne s'intéressa pas d'emblée à l'histoire médiévale et à celle des pauvres. Séduit tout d'abord par l'histoire contemporaine, il se rendit vite compte que sa marge de manœuvre resterait fort limitée en raison du dogmatisme ambiant... Le Moyen Age fut donc pour lui un deuxième choix, ou plutôt une fuite ; sa formation s'effectua au confluent des écoles historiques polonaise et française, mais son engagement du côté des faibles résultait très probablement de son enfance. Il se passionna tout d'abord

¹ Bronislaw Geremek, *L'historien et le politique*, entretiens avec par Juan Carlos Vidal, Paris, Les éditions noir sur blanc, 1999, 171p.

² *Ibid.*, p. 23.

pour les luttes sociales dans les villes flamandes du XIV^e siècle puis, toujours dans le domaine de l'histoire sociale, pour celle de la marginalité qui resta constamment au cœur de ses recherches. Francophile et francophone, il séjourna à Paris à trois reprises, en 1956, 1957 et 1962, grâce à des bourses du gouvernement, notamment à l'École pratique des hautes études, « sa deuxième maison » : ce furent « ses apprentissages en liberté ». Très vite, au sein de la fameuse VI^e section, il s'enthousiasma pour l'école des Annales, notamment les travaux de Marc Bloch qu'il considérait comme son maître spirituel, suivit avec passion les cours de Fernand Braudel et se lia d'amitié avec Georges Duby et Jacques Le Goff. C'est ce dernier qui, en 1988, se chargea de lire le texte de son ami « empêché » lors d'une journée d'hommage rendu à Marc Bloch en Sorbonne. Tout en découvrant le milieu universitaire français et le Paris intellectuel, lui qui ne connaissait que « la France de Balzac et de Stendhal », il devint l'historien de la pauvreté en travaillant à sa thèse soutenue en 1960³, et orienta ses travaux vers l'étude de la marginalité sociale et des minorités dans les sociétés médiévales européennes⁴. Par ailleurs, il enseigna à la Sorbonne de 1960 à 1965, prit la direction du Centre de civilisation polonaise qui y fut ouvert en 1962, avant de rentrer en Pologne où il devint professeur à l'université de Varsovie jusqu'en 1980. Sa carrière politique ne l'empêcha jamais de poursuivre ses activités d'enseignement : en 1993, il assura ainsi un cours au Collège de France sur « histoire sociale : exclusions et solidarité ». Il a été honoré en 2002 pour l'ensemble de son œuvre en langue française. Il joua surtout un rôle important au sein du collège d'Europe de Bruges et de celui de Natolin, son équivalent polonais au développement duquel il a participé à partir de 1993 et dont il fut titulaire de la chaire de civilisation européenne de 2002 à 2004.

Son engagement politique débuta en fait progressivement, dans la dissidence, au cours des années 1960, avant sa rupture officielle avec le Parti communiste polonais en 1968. Son ami, Jacques Le Goff, se souvient : « J'étais alors à Varsovie et j'ai vécu personnellement une conséquence individuelle de cette invasion, la rupture définitive de Geremek avec le parti communiste. Je me souviens encore parfaitement comment, de fort bonne heure, il a téléphoné chez ma belle-mère, où je me trouvais, et m'a annoncé qu'il allait au comité central rendre sa carte, mais qu'ensuite il souhaitait ma présence à ses côtés durant cette dure journée⁵. » Après avoir été séduit par le courant dit révisionniste, désireux de retrouver le contenu humaniste du marxisme, il avait acquis la conviction d'un véritable rejet du régime avec les événements de 1956 en Pologne et en Hongrie. Depuis le milieu des années 1960, il participait à l'Université volante clandestine, héritée d'une ancienne tradition polonaise sous l'occupation tsariste, qui permettait de débattre dans des appartements privés sous forme de séminaires libres tout en échappant autant que faire ce pouvait à l'enseignement officiel. À cela s'ajoutaient les témoignages parvenus d'URSS (*samizdat*), véritables cris de misère de l'intelligentsia russe qui appelaient à faire cause commune, et bien évidemment l'aspiration à suivre l'expérience du socialisme à

³ Bronislaw Geremek, *Le salariat dans l'artisanat parisien aux XIII^e-XV^e siècles*, Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales, 1992.

⁴ Bronislaw Geremek, *Les marginaux parisiens aux XIV^e et XV^e siècles*, Paris, Flammarion, 1976. *La potence ou la pitié. L'Europe ou les pauvres du Moyen Age à nos jours*, Paris, Gallimard, 1987. *Les fils de Caïn. L'image des pauvres et des vagabonds dans la littérature européenne du XV^e au XVIII^e siècles*, Paris, Flammarion, 1991.

⁵ Jacques Le Goff, *Une vie pour l'histoire*, entretiens avec Marc Heurgon, Paris, La Découverte, 1996, p. 158-159.

visage humain tentée en Tchécoslovaquie. Après l'écrasement du printemps de Prague, et convaincu qu'une révision était impossible à l'intérieur du Parti communiste, le mouvement auquel il participait tendit vers une unité qui fut longue à se matérialiser. Son analyse reposait sur une indispensable union entre intellectuels et ouvriers qui avait manqué tant aux étudiants en 1956 qu'aux ouvriers en grève à Stettin ou à Gdansk en 1970. Bronislaw Geremek mit du reste en pratique cette solidarité au plan intellectuel en donnant des cours à un public de travailleurs, organisés dans des églises sur le modèle des universités volantes. Politiquement, il fit partie de ceux qui prônaient le rapprochement entre l'aile ouvrière et l'aile intellectuelle de l'opposition. À cet effet, il se rapprocha du Comité de défense des ouvriers (KOR), embryon de l'opposition démocratique fondé en 1976, qui coordonnait l'aide aux ouvriers poursuivis devant les tribunaux.

C'est dans cet esprit qu'en août 1980 il porta en compagnie de Tadeusz Mazowiecki, intellectuel catholique, un témoignage de soutien aux ouvriers en grève dans les chantiers navals Lénine de Gdansk. Les grévistes, emmenés par Lech Walesa, réclamaient la formation d'un syndicat indépendant et demandèrent aux intellectuels d'être les experts de leur mouvement : débuta alors l'engagement politique direct auprès de Solidarnosc – qui rassembla plus de dix millions d'ouvriers. Conseiller de Lech Walesa, l'universitaire Geremek connut pendant quinze mois les discussions enfiévrées, taraudé par la peur d'une intervention soviétique. Au nom d'une révolution humaniste qui avait dès le début refusé la violence, il parcourut la Pologne pour éteindre les incendies dans un pays au bord de l'explosion. Il noua pendant cette période des contacts avec des délégations venues d'autres pays, surtout occidentaux, mais, à la suite de la loi martiale proclamée par le général Jaruzelski le 13 décembre 1981, il fut emprisonné avec des milliers d'opposants pendant plus d'une année, puis démis de son poste d'enseignant d'histoire de l'Académie des sciences de Varsovie. Mais le mouvement ne pouvait plus être étouffé : Bronislaw Geremek fit ainsi office de médiateur entre l'opposition et le pouvoir dans la préparation puis la tenue des accords dits de la Table ronde en 1989 qui débouchèrent sur une transition démocratique douce, sans violence, à laquelle il était particulièrement attaché⁶. Le modèle de la transition espagnole, démocratisation pacifique sur le sol européen, lui apparaissait – en dépit de la différence des situations – comme l'idéal à atteindre, idéal auquel ont contribué en Pologne l'Église catholique et le Pape Jean-Paul II tout au long des années 1980.

Un européen de conviction

C'est donc en 1989 que les bases de l'Etat polonais démocratique furent posées par la constitution du gouvernement dirigé par Tadeusz Mazowiecki et par les élections libres de juin qui virent la victoire de Solidarnosc. Elu à la Diète, Bronislaw Geremek contribua notamment à cet approfondissement démocratique en présidant la commission de Réforme de la constitution. Après la victoire en 1997 d'une alliance centriste incluant l'Union des libertés – parti auquel il avait adhéré en 1990 –, il fut nommé ministre des Affaires étrangères et le resta jusqu'à la rupture de cette coalition en 2000. A ce titre, il présida l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en 1998, lança la même année le processus d'adhésion de son

⁶ Bronislaw Geremek, *La rupture. La Pologne du communisme à la démocratie*, entretiens avec Jacel Zakowski, Paris, Seuil, 1991.

pays à l'UE et signa son entrée dans l'Alliance atlantique en 1999. Interrogé sur cette expérience d'homme d'Etat, il se définit comme « un amateur en politique », apportant grâce à son regard d'historien « une forme de distance critique » – à l'instar de Marc Bloch dans *L'étrange défaite* –, et conclut modestement : « J'ai rendu service, voilà tout ⁷. »

A posteriori, Bronislaw Geremek voyait dans l'*annus mirabilis* 1989 l'un des rares moments d'émergence d'un espace public européen. Mais cet « automne des peuples » a surtout permis à l'Europe centrale de réaliser son « rêve », « retrouver l'Europe tout court ». Il a toujours souligné qu'il s'agissait plus pour elle de rejoindre une communauté fondée sur une identité européenne commune que de participer à une alliance économique et d'en tirer des bénéfices. C'est pourquoi il voyait dans l'élargissement de 2004 autant une unification – par le caractère unique du processus volontariste d'intégration – qu'une réunification – par le dépassement du « déchirement de la conscience européenne » consécutif à la Seconde Guerre mondiale. Horizon des pères fondateurs, fête à l'Est, cette vague d'adhésion n'en a pas moins suscité une inquiétude dans l'Union européenne des 15 dont il ne mésestimait pas les raisons. Bien au contraire, au-delà des disparités héritées de la guerre froide, il analysait en historien de la longue durée les pesanteurs historiques séparant les nouveaux entrants des anciens pays membres et mettait en lumière le jeu conjugué de plusieurs fractures, « aussi déterminante(s) que celle du demi-siècle passé ⁸ » : la séparation religieuse, culturelle et politique, qui traverse l'Europe depuis le XI^e siècle et soumet l'Europe centrale et orientale à une double influence ; la différence et la complémentarité des modèles socio-économiques, l'Est rural ayant fourni des matières premières à la précoce économie de marché occidentale ; le décalage dans l'apparition d'un système représentatif et de mentalités démocratiques. Il persistait néanmoins à considérer l'élargissement comme une chance pour toute l'UE tant celui-ci a renforcé l'attachement à l'idée de liberté, concrétisé l'espace de paix, tout en imposant de penser l'Europe en terme d'unité politique.

Au premier scrutin législatif européen concernant la Pologne, un mois après l'élargissement de juin 2004, Bronislaw Geremek fut élu eurodéputé. Il siégea jusqu'à sa mort au sein du groupe centriste Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE), au nom duquel il fut candidat à la présidence du Parlement européen dans le but de construire un espace politique européen au centre et de rompre avec les accords droite-gauche. Il parvint à rassembler 208 voix sur son nom, soit bien plus que les seuls eurodéputés verts et ADLE qui le soutenaient officiellement. Outre sa participation aux commissions des Affaires constitutionnelles et des Affaires étrangères, il a eu une activité parlementaire qui reflète ses constantes priorités : la pesanteur de l'histoire, puisqu'il a cosigné des déclarations appelant à inscrire l'invasion de la Pologne par l'URSS en septembre 1939 dans la mémoire collective européenne ou demandant que le 31 août – date anniversaire des accords de Gdansk en 1980 – soit déclaré « journée européenne de la liberté et de la solidarité » ; la problématique de l'exclusion, et son aspiration à la promotion d'un modèle social européen plus juste.

S'il est impossible de rendre compte ici de toute la pensée de Bronislaw Geremek sur les questions européennes, il est tentant de dégager deux axes forts. Sa

⁷ Entretien avec Bruno Cabanes dans le n° 286 du magazine *l'Histoire*, paru en avril 2004, à consulter sur :

<http://www.histoire.presse.fr/content/homepage/article?id=932> [consulté le 21 octobre 2008].

⁸ *Ibid.*

compréhension du phénomène national, tout d'abord, liée aux spécificités historiques de l'Europe centrale et orientale. Ainsi citait-il en 2004 le penseur hongrois Istvan Bibo⁹ : « parler de la mort de la nation... passe pour une phrase creuse aux yeux d'un Occidental. Alors que pour les nations d'Europe de l'Est, c'est une réalité tangible », reflet de l'incertitude de la survie nationale au fil des siècles. De manière plus immédiate, il présentait la chute de l'Union soviétique comme la fin « d'une époque coloniale avec la dissolution d'un Empire et la réapparition du sentiment national » qui avait été « la ligne de résistance » contre la dictature¹⁰. C'est pourquoi il adhère au modèle prôné par Jacques Delors, celui d'une « fédération des Etats-nations » : si l'Europe s'enrichit de la diversité des cultures nationales et des sentiments légitimes d'appartenance aux communautés nationales, elle doit vaincre les égoïsmes nationaux et supprimer les excès nationalistes. Autre fil rouge, la nécessité de voir émerger un sentiment d'appartenance européen. En spécialiste de la civilisation européenne, il l'a défini en référence à deux expériences historiques de communauté – la chrétienté médiévale et la République des lettres – dans lesquelles il trouve le double enracinement de l'esprit européen, une contradiction apparente que permet de dépasser la place centrale accordée par chacun de ces héritages à la personne humaine, valeur européenne par excellence¹¹.

Au printemps 2007, alors même qu'il avait contribué à une transition démocratique fondée sur le compromis et tendant vers une réconciliation nationale, Bronislaw Geremek s'est trouvé – avec Tadeusz Mazowiecki – au cœur de la polémique provoquée par la loi de lustration relative au processus de « décommunisation » adoptée par la Pologne des frères Kaczynski. Elle étendait les dispositions d'un texte vieux de dix ans sur l'obligation de déclarer une éventuelle collaboration avec l'ancienne police politique, au point de prétendre sonder le passé de quelque 700 000 personnes. Ces deux figures emblématiques de la lutte contre le pouvoir communiste ayant refusé de remplir la nouvelle déclaration, elles se sont trouvées sous la menace d'une privation de leurs mandats. Tout en rappelant qu'il avait déjà signé ce type d'attestation à chacune de ses campagnes électorales puisqu'il postulait à un poste public, Bronislaw Geremek a retrouvé les accents d'Emile Zola pour dénoncer une « exigence arbitraire » et humiliante : « je refuse ! ». En effet, non seulement étaient désormais concernés les enseignants, les journalistes..., mais la responsabilité de vérifier leurs dires était confiée à un Institut de la mémoire nationale, dépositaire des dossiers de la police politique, sans que la question de la fiabilité du contenu de ces derniers et de leur interprétation ait été tranchée. Aussi jugeait-il la loi « inacceptable dans l'Europe démocratique » car elle « viole les règles morales, menace la liberté d'expression, l'indépendance des médias et l'autonomie des universités. Elle engendre une forme de 'Ministère de la vérité' et de 'Police de la mémoire' et désarme le citoyen... en affaiblissant la protection légale de ses droits », soit « un univers qui rappelle celui de George Orwell ». Il put compter sur un fort soutien de ses collègues eurodéputés et la loi a finalement été vidée de l'essentiel de son contenu par la Cour constitutionnelle polonaise le 11 mai 2007.

En janvier 2008, aux Etats généraux de l'Europe, Bronislaw Geremek a rappelé combien le « rêve européen » nécessite hardiesse visionnaire et patience : « Si l'on

⁹ <http://www.asmp.fr>.

¹⁰ Débat avec Michel Foucher sur « les frontières de l'Europe », tenu à Varsovie le 5 février 1992.

¹¹ Bronislaw Geremek, « Penser l'Europe comme communauté », *Esprit*, octobre 2003, consultable sur <http://www.esprit.presse.fr/print/interview.php?code=13> [lien consulté le 21 octobre 2008].

m'avait dit, aux jours sombres de la dictature, que je vivrais assez vieux pour voir mon pays devenir un membre à part entière de la famille européenne, j'en aurais souri comme on sourit à un beau rêve qui n'a aucune chance de se réaliser. Mais il fallait se battre comme si c'était possible. » Ne serait-ce pas l'attitude requise face à une UE en crise depuis 2005, qu'il décrivait à la croisée des chemins entre l'approfondissement et l'érosion¹² ? Cette crise fut l'objet de sa contribution à son dernier ouvrage, *Visions d'Europe* – codirigé avec Robert Picht –, qu'il concluait ainsi : « Après avoir fait l'Europe, nous devons faire maintenant les Européens... Sinon nous risquons de la perdre¹³ ». A la veille de sa mort, son nom avait été avancé par plusieurs spécialistes pour inaugurer la fonction de président stable de l'Union que doit en principe créer le traité de Lisbonne.

Les auteurs

Ancienne élève de l'ENS Sèvres-Ulm, agrégée et docteur en histoire, Anne Dulphy est maître de conférences à l'Ecole polytechnique et chercheur rattaché au Centre d'histoire de Sciences Po. Ses travaux portent sur les interactions entre questions internationales, politique intérieure et société. Elle s'intéresse plus spécifiquement à la politique extérieure de la France, en particulier ses relations avec l'Espagne et le bassin méditerranéen, et sa position face à l'Europe communautaire. Elle a publié plusieurs ouvrages, dont *La politique de la France à l'égard de l'Espagne de 1945 à 1955* (Paris, ministère des Affaires étrangères, coll. « Diplomatie et histoire », 2002) et, en codirection avec Yves Léonard, *De la dictature à la démocratie : voies ibériques* (Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2004). Avec Christine Manigand, elle a codirigé *Les opinions publiques face à l'Europe communautaire* (Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2004) et publié *La France au risque de l'Europe* (Paris, Armand Colin, 2007). Elle vient de publier un *Dictionnaire critique de l'Union européenne* chez Armand Colin (en codirection avec Christine Manigand, Yves Bertoncini, Thierry Chopin et Sylvain Kahn).

Christine Manigand est professeur en histoire contemporaine à l'université de Poitiers et chercheur rattaché au Centre d'histoire de Sciences Po. Ses recherches portent sur l'interface entre l'histoire politique française, l'aventure européenne et les relations internationales. Elle a publié plusieurs ouvrages, dont *Les Français au service de la Société des Nations* (Berne, Peter Lang SA, 2003) et, en codirection avec Elisabeth du Réau, *Vers la réunification de l'Europe. Apports et limites du processus d'Helsinki de 1975 à nos jours* (Paris, L'Harmattan, 2005). Avec Anne Dulphy, elle a codirigé *Les opinions publiques face à l'Europe communautaire* (Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2004) et publié *La France au risque de l'Europe* (Paris, Armand Colin, 2007). Elle vient de publier un *Dictionnaire critique de l'Union européenne* chez Armand Colin, en codirection avec Anne Dulphy, Yves Bertoncini, Thierry Chopin et Sylvain Kahn.

Résumé

Disparu le 13 juillet 2008, victime d'un accident de la route à l'âge de 76 ans, Bronislaw Geremek incarnait, en Pologne comme en Europe, le type même de l'intellectuel engagé, à la fois par son parcours d'historien médiéviste, par son rôle de

¹² Texte daté de janvier 2004, consultable sur <http://www.robert-schuman.org/actualite/geremek.htm> [lien consulté le 21 octobre 2008].

¹³ Bronislaw Geremek, « L'Europe en crise ? », dans Bronislaw Geremek et Robert Picht (dir.), *Visions d'Europe*, Paris, Odile Jacob, 2007, p. 26.

Anne Dulphy, Christine Manigand, « Bronislaw Geremek », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°6, septembre-décembre 2008. www.histoire-politique.fr

membre fondateur du syndicat Solidarnosc, conseiller de Lech Walesa, et par ses fonctions de député et de ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2000. Depuis le 13 juin 2004, il siégeait au Parlement européen sans avoir réussi pourtant, en dépit de sa stature, à s'imposer à la présidence de cette institution. A la veille de sa mort, le nom de ce Polonais « européen », historien et politique, érudit et engagé, homme de réflexion et d'action, avait été avancé par plusieurs spécialistes pour inaugurer la fonction de président stable de l'Union que doit en principe créer le traité de Lisbonne.

Pour citer cet article

Anne Dulphy, Christine Manigand, « Bronislaw Geremek », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°6, septembre-décembre 2008.